

Québec, le 4 août 2022

***Transmission par courriel***

Monsieur François Paradis,  
Président de l'Assemblée nationale du Québec  
Cabinet du président de l'Assemblée nationale  
Hôtel du Parlement  
Québec (Québec) G1A 1A4  
[presidentcabinet@assnat.qc.ca](mailto:presidentcabinet@assnat.qc.ca)

**OBJET** : Démission de mon poste de membre suppléant de la Commission de la fonction publique

Monsieur le Président,

Le 11 juin 2021, j'ai eu le privilège et l'honneur d'être nommé au poste de membre suppléant de la Commission de la fonction publique (la Commission) selon les prescriptions de la *Loi sur la fonction publique* (la *Loi*).

Le 11 juillet 2022, j'ai été nommé fonctionnaire au ministère de la Sécurité publique (MSP). J'exerce les fonctions de conseiller en relations professionnelles et porte-parole patronal au comité paritaire des cadres agents de la paix à la Direction des conditions de travail et de la gestion de l'invalidité. Ces fonctions impliquent principalement que je conseille les gestionnaires dans l'imposition de différentes mesures administratives et disciplinaires à l'encontre de personnes ayant des recours à exercer devant la Commission en vertu de la *Loi*.

Afin de protéger la neutralité, l'impartialité et l'éthique de la Commission aux yeux des parties et du public, je ne peux cumuler mes fonctions au MSP et mes fonctions juridictionnelles à la Commission. Par conséquent, je vous présente ma démission de mon poste de membre suppléant à la Commission. Ma démission est effective immédiatement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération ainsi que de mon profond respect.



---

Jean Villeneuve, LL. B., M. Sc., CRHA  
7061 rue des Brumes  
Québec (Québec) G2C1P6  
[jvilleneuve@yahoo.com](mailto:jvilleneuve@yahoo.com)  
Cellulaire (418) 609-0975

c. c.

Me Éric Thérout, président de la Commission de la fonction publique  
M. Benoit Grenier, secrétaire général associé aux emplois supérieurs  
M. Jason Charest, directeur général adjoint ministère de la Sécurité publique  
Me France Trudel, avocate ministère du Conseil exécutif Secrétariat aux emplois supérieur